

CONCOURS DE GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE

SESSION 2006

REDACTION D'UN RAPPORT

Etabli à partir d'un dossier relatif à un événement survenu dans un lieu public

Durée : 1h30

Coefficient : 3

Vous êtes le gardien de police municipale LAFONT Eric et vous exercez sur la commune de JEUNEVILLE. Vous êtes accompagné du gardien de police municipale DUCROS Céline et vous circulez avenue Victor Hugo à bord d'un véhicule réglementaire sérigraphié dont l'indicatif radio est TV 140. Vous êtes muni d'un appareil photo.

A 14h10, vous recevez un message radio de votre poste fixe qui vous indique qu'un individu est en train de taguer des jardinières publiques sur l'avenue Lefèvre, au niveau du magasin « Joyeux Bazar ». Un témoin de la scène, Monsieur GETOUVU, se trouve à l'intérieur dudit magasin et a contacté votre service avec son téléphone portable.

Immédiatement, vous vous rendez sur les lieux. Après avoir remarqué la présence de quelques tags de couleur blanche fraîchement peints, vous apercevez un individu qui accélère le pas à votre vue et qui se débarrasse d'une bombe de peinture qu'il jette derrière un buisson.

Vous procédez à son interpellation.

Après avoir remis l'individu interpellé au Commandant de police GRANDIER du commissariat de JEUNEVILLE, vous retournez à votre poste pour la rédaction de votre rapport d'intervention.

Ce dossier contient 5 pages, y compris celle-ci.

- ✍ Vous ne devez faire apparaître aucun signe distinctif dans votre copie, ni votre nom ou un nom fictif, ni signature ou paraphe.
- ✍ Aucune référence (numéro de rapport ou de matricule, nom de collectivité ou de personne), autres que celles figurant dans le dossier, ne devra figurer dans votre rapport.
- ✍ Seul l'usage d'un stylo noir ou bleu est autorisé (bille, plume ou feutre). L'utilisation d'une autre couleur, pour écrire ou souligner, sera considérée comme un signe distinctif, de même que l'utilisation d'un surligneur.

Le non-respect des règles ci-dessus peut entraîner l'annulation de la copie par le jury.

Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.

INDICATIONS POUR LA RÉDACTION DU RAPPORT

1. Votre rapport doit être synthétique et prendre notamment en compte les données présentées dans le sujet.
2. Vous devez mentionner dans votre rapport tous les éléments nécessaires pour rendre compte de votre intervention à vos supérieurs, de la manière la plus précise et la plus objective possible.
3. Vous adresserez votre rapport aux autorités compétentes.
4. Votre rapport sera daté du jour et de l'heure de ce concours et référencé 30/2006.
5. Vous devez signer votre rapport : le gardien de police LAFONT Eric

ANNEXE 1

Identité du témoin :

Nom : GETOUVU

Prénom : Alain

Date de naissance : 12 février 1968

Lieu de naissance : PARIS 12^{ème}

Adresse : 7, rue du Peuplier 94680 JEUNEVILLE

Identité de l'auteur des faits :

Nom : TATOUPIN

Prénom : Michel

Date de naissance : 24 avril 1983

Lieu de naissance : 94680 JEUNEVILLE

Adresse : 8, rue Jean Jaurès 94680 JEUNEVILLE

ANNEXE 2

Code de procédure pénale

Article 21

Sont agents de police judiciaire adjoints :

1^o Les fonctionnaires des services actifs de police nationale ne remplissant pas les conditions prévues par l'article 20 ;

1^o bis Les volontaires servant en qualité de militaire dans la gendarmerie ;

1^o ter Les adjoints de sécurité mentionnés à l'article 36 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité ;

1^o quater Les agents de surveillance de Paris ;

2^o Les agents de police municipale.

Ils ont pour mission :

De seconder, dans l'exercice de leurs fonctions, les officiers de police judiciaire ;

De rendre compte à leurs chefs hiérarchiques de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance ;

De constater, en se conformant aux ordres de leurs chefs, les infractions à la loi pénale et de recueillir tous les renseignements en vue de découvrir les auteurs de ces infractions, le tout dans le cadre et dans les formes prévues par les lois organiques ou spéciales qui leur sont propres ;

De constater par procès-verbal les contraventions aux dispositions du code de la route dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

Lorsqu'ils constatent une infraction par procès-verbal, les agents de police judiciaire adjoints peuvent recueillir les éventuelles observations du contrevenant.

Article 21-2

Sans préjudice de l'obligation de rendre compte au maire qu'ils tiennent de l'article 21, les agents de police municipale rendent compte immédiatement à tout officier de police judiciaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance.

Ils adressent sans délai leurs rapports et procès-verbaux simultanément au maire et, par l'intermédiaire des officiers de police judiciaire mentionnés à l'alinéa précédent, au procureur de la République.

Article 53

Est qualifié crime ou délit flagrant, le crime ou le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre. Il y a aussi crime ou délit flagrant lorsque, dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique, ou est trouvée en possession d'objets, ou présente des traces ou indices, laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit.

A la suite de la constatation d'un crime ou d'un délit flagrant, l'enquête menée sous le contrôle du procureur de la République dans les conditions prévues par le présent chapitre peut se poursuivre sans discontinuer pendant une durée de huit jours.

Lorsque des investigations nécessaires à la manifestation de la vérité pour un crime ou un délit puni d'une peine supérieure ou égale à cinq ans d'emprisonnement ne peuvent être différées, le procureur de la République peut décider la prolongation, dans les mêmes conditions, de l'enquête pour une durée maximale de huit jours.

Article 73

Dans les cas de crime flagrant ou de délit flagrant puni d'une peine d'emprisonnement, toute personne a qualité pour en appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche.

Article 803

Nul ne peut être soumis au port des menottes ou des entraves que s'il est considéré soit comme dangereux pour autrui ou pour lui-même, soit comme susceptible de tenter de prendre la fuite.

Dans ces deux hypothèses, toutes mesures utiles doivent être prises, dans les conditions compatibles avec les exigences de sécurité, pour éviter qu'une personne menottée ou entravée soit photographiée ou fasse l'objet d'un enregistrement audiovisuel.

ANNEXE 3

CODE PENAL

Section 1 : Des destructions, dégradations et détériorations ne présentant pas de danger pour les personnes

Article 322-1

La destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, sauf s'il n'en est résulté qu'un dommage léger.

Le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins, sans autorisation préalable, sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain est puni de 3750 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général lorsqu'il n'en est résulté qu'un dommage léger.

Article 322-2

L'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45000 euros d'amende et celle définie au deuxième alinéa du même article de 7500 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général, lorsque le bien détruit, dégradé ou détérioré est :

1° Destiné à l'utilité ou à la décoration publiques et appartient à une personne publique ou chargée d'une mission de service public ;

2° Un registre, une minute ou un acte original de l'autorité publique ;

3° Un immeuble ou un objet mobilier classé ou inscrit, une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain contenant des vestiges archéologiques ou un objet conservé ou déposé dans un musée de France ou dans les musées, bibliothèques ou archives appartenant à une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique ;

4° Un objet présenté lors d'une exposition à caractère historique, culturel ou scientifique, organisée par une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique.

Dans le cas prévu par le 3° du présent article, l'infraction est également constituée si son auteur est le propriétaire du bien détruit, dégradé ou détérioré.

(...)

ANNEXE 4

